

<http://lepcf.fr/Elections-a-Cuba-les-defis-de-la-releve-des-generations>



Elections à Cuba, les défis de la relève des générations

- Internationale - Amérique latine -



Date de mise en ligne : vendredi 23 mars 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Malgré les réserves, les doutes et les précautions de certains analystes et de divers médias, Raúl Castro ne sera plus Président de Cuba après les élections générales de ce 11 mars. Cela non seulement confirme ce que le Président lui-même a annoncé à de multiples occasions mais ratifie ce qui a été décidé au VIème Congrès du Parti Communiste de Cuba (PCC) concernant la limitation, pour les principales charges de l'Etat et du Gouvernement, à deux mandats consécutifs (10 ans).

La question qui se pose immédiatement est qui succèdera à Raúl Castro quand, le 19 avril, les nouveaux députés élus à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (Parlement) voteront, bien que, jusqu'à présent, tous les pronostics désignent l'actuel premier vice-président Miguel Díaz Canel.



À cette inconnue s'ajoute le fait que, pour la première fois depuis 1959, le chef du Gouvernement et de l'Etat ainsi que la plupart de leurs membres n'appartiendront pas à ce qu'on appelle la Génération Historique.

Sur ce point, il ne faut pas oublier l'éventuelle signification - au-delà du symbole - des décorations accordées par Raúl Castro le 24 février dernier au Capitole récemment inauguré (futur siège de l'Assemblée Nationale comme l'a indiqué sur les réseaux sociaux l'ex-diplomate et enseignant cubain Carlos Alzugaray).

Ceux qui ont été décorés en tant que Héros du Travail de la République de Cuba sont José Ramón Machado Ventura (vice-président du Conseil d'Etat et des Ministres, Second Secrétaire du PCC), les Commandants de la Révolution Ramiro Valdés Menéndez (également vice-président du Conseil d'Etat et des Ministres, membre du Bureau Politique du PCC) et Guillermo García Frías (membre du Conseil d'Etat et du Comité Central du PCC).

Le message éventuel est que non seulement il y ait un nouveau président en avril mais qu'il y ait aussi un Conseil d'Etat et un Conseil des Ministres sans aucun membre de la Génération Historique.

Cependant, il est certain que la relève des générations ne sera pas réelle tant que Raúl Castro et José Ramón Machado Ventura ne seront pas remplacés à la tête du PCC, après le VIIIème Congrès prévu pour 2021. Cependant, Raúl Castro lui-même a fait de très dures critiques sur les dommages que la suprématie du Parti sur le Gouvernement et l'Etat a causés aux institutions cubaines.

En tenant compte de ce qui précède et en considérant, de plus, le climat du « *Processus d'Actualisation* » caractérisé par une forte critique des erreurs du passé et par des changements importants dans tous les domaines, cela n'aurait pas trop de sens que le Premier Secrétaire du PCC, principal promoteur de ce processus, interfère dans les principales décisions du nouveau Gouvernement.

C'est pourquoi les prochaines élections à Cuba auront un caractère inédit. Et avec elles s'ouvrira une nouvelle étape dans le processus de réformes dont l'un des grands défis sera de gouverner sans la légitimité historique et sans

l'autorité morale de ceux qui ont fait la révolution latino-américaine la plus radicale du XXème siècle, celle qui a eu le plus d'influence.

De sorte que non seulement sera mise à l'épreuve comme jamais auparavant la capacité de gestion des nouveaux représentants mais celle de tout le système politique dans une situation, en plus, très complexe et délicate que nous allons analyser.



Le développement économique et les défis du processus d'actualisation

Après une année 2016 pendant laquelle, pour la première fois depuis les dures années de la Période Spéciale, l'économie cubaine s'est contractée de 1%, la tendance s'est renversée et une modeste croissance de 1,6% du PIB a été atteinte en 2017.

Ainsi, si nous considérons la situation économique difficile, limitations des importations de pétrole et de ses dérivés à cause de la crise au Venezuela, restrictions financières extérieures et pertes estimées à plus de 13.000 millions de dollars provoquées par le cyclone Irma, le plus puissant enregistré dans l'océan Atlantique, ce n'est pas si mal.

Mais si nous tenons compte des besoins du pays et des attentes de la population, les résultats sont évidemment insuffisants. L'estimation d'une croissance de 2 % en 2018 laisse prévoir que les tensions vont perdurer sur ce terrain.

Si on prend en compte ce scénario, il est probable que le nouveau gouvernement devra prendre des décisions en fonction de deux logiques opposées : d'un côté, l'audace, soutenue par ceux qui sont partisans d'accélérer les réformes pour surmonter les obstacles, de l'autre, la prudence de ceux qui déconseillent ce qui précède jusqu'à ce que soit résolue, auparavant, une série de problèmes structurels qui persistent encore.

Il est inévitable que dans les deux positions et dans leurs diverses variantes, subsistent des différences idéologiques qu'il ne faut pas sous-estimer et qui découlent des diverses visions du socialisme qui se disputent la direction et le rythme des réformes.

Ainsi, le nouveau gouvernement devra prendre des mesures concrètes qui demandent une solution rapide, par exemple :

" Le renouvellement des licences et/ou l'élargissement des activités qu'on peut exercer à son compte, paralysé depuis l'été 2017 à cause d'un processus de remise en ordre et de perfectionnement de ce secteur.

" L'unification de la monnaie et du change (sous réserve de sa mise en place si elle n'a pas lieu avant le mois d'avril de cette année ou la gestion des éventuelles distorsions une fois qu'elle sera mise en place).

" La création d'une Loi sur les entreprises qui fasse le tour des droits et des devoirs des nouvelles formes de propriété et résolve en même temps les contradictions comme celle des petites et moyennes entreprises (PYMES) privées qui emploient des salariés qui, bien qu'ils soient reconnus tels sur les documents qui régissent l'Actualisation, continuent à être considérés comme « *travailleurs à leur compte* ».

" La simplification des démarches pour l'approbation des investissements étrangers directs.



De plus, le retard de la mise en place de l'Actualisation depuis 2016 a créé un climat d'insatisfaction dans différents secteurs de la société. Cela augmentera la pression sur le nouveau gouvernement dans la mesure où les attentes dans des domaines comme le niveau des salaires, l'amélioration des transports ou du logement ou une meilleure offre d'aliments à des prix plus accessibles ne correspondent pas aux résultats obtenus.

Enfin, bien que ce ne soit pas moins important, il y a certaines réformes politiques de très grande importance concernant les institutions, qui, même si elles ont été annoncées par les gouvernements précédents, n'ont pas encore été mises en place.

La réforme de la Constitution, la discussion et l'approbation d'une nouvelle Loi électorale ou la généralisation à toutes les provinces du nouveau fonctionnement du Pouvoir Populaire consistant à séparer les fonctions législatives (Assemblée), exécutives (Gouvernement) et économiques (entreprises d'Etat) expérimenté dans les provinces de Mayabeque et d'Artemisa.

Le niveau de discussion que provoqueront - aussi bien dans la société qu'au Parlement - les nouvelles conditions, mettra à l'épreuve les nouvelles institutions en construction et le rôle important des médias publics ainsi que les forces et les faiblesses de la démocratie socialiste.

Le tournant dans la politique états-unienne envers Cuba sous le gouvernement Trump

Le retour en arrière fait par le président états-unien Donald Trump concernant la politique de normalisation engagée en 2014 par Barack Obama constitue une mauvaise nouvelle pour l'île.

Cependant, il faut analyser deux questions avec détachement. D'un côté, la portée réelle du *National Security Presidential Memorandum on Cuba*, signé par le président des États-Unis le 16 juin 2017, à Miami, en présence de la plupart de la droite cubano-américaine la plus réactionnaire de la Floride.

Cela signifie-t-il l'annulation de l'ouverture faite par Obama et comment cela a-t-il été annoncé par Trump ?

Et d'autre part, il faut se demander si le retour de l'unilatéralisme et de la rhétorique hostile envers Cuba peut se durcir et si cela renforce ou affaiblit politiquement La Havane dans la situation intérieure et internationale que nous analysons.

Concernant la première question, l'enseignant nord-américain William Leo Grande l'a mise en doute clairement.

D'abord, à propos des 12 catégories de Nord-américains autorisées par Obama à se rendre à Cuba, les mesures de Donald Trump touchent seulement les voyages individuels du programme peuple-à-peuple.

Cela signifie que les états-uniens pourront continuer à se rendre à Cuba en groupes et à ramener chez eux s'ils le

désirent, du rhum et des havanes.

Deuxièmement, l'interdiction de faire du commerce avec des entreprises liées aux Forces Armées Révolutionnaires (FAR) n'affectera pas les contrats antérieurs et futurs dans le secteur des télécommunications, des ports et des aéroports qui représentent, selon l'auteur, la plupart des contrats passés avec des entreprises nord-américaines.

Troisièmement, on doit prendre en compte ce qu'il aurait pu faire et n'a pas fait :

il n'a pas interdit les voyages des cubano-américains à Cuba ni l'envoi d'argent aux familles.

Il n'a pas réinstauré la politique des « *pieds secs-pieds mouillés* » abrogée par Obama à la fin de son mandat.

Il n'a pas rompu les relations diplomatiques rétablies avec Cuba et il n'a pas non plus remis Cuba sur la liste des pays qui encouragent le terrorisme.

La conséquence la plus importante de ces mesures peut être le déclin du rythme de croissance des voyages d'états-uniens à Cuba.

Dans ce cas, cependant, l'un des secteurs les plus touchés pourrait être le travail à son compte (location de chambres aux touristes, restauration, vente d'artisanat, taxis), c'est à dire que paradoxalement, cela affecterait ceux qui, selon une certaine logique, représentent un groupe anti-système socialiste.

En ce qui concerne la seconde question, il faut signaler qu'une série d'événements se sont produits ces derniers mois qui pourraient indiquer que le retour de l'unilatéralisme - qui jusqu'à présent reste sur le plan de la rhétorique - évolue vers des mesures et des sanctions concrètes de plus grande envergure et de plus fort impact dans un avenir proche.

L'un des plus connus est l'accusation du gouvernement de Trump concernant les soi-disant « *attaques acoustiques* » suite à une série de lésions auditives et cérébrales qui auraient affecté 21 diplomates états-uniens sur l'île et des membres de leurs familles.

Malgré l'absence totale de preuves que ces troubles sont dus à une attaque délibérée par arme acoustique comme cela a été reconnu par des scientifiques et des enquêtes aussi bien cubains qu'états-uniens, la fable de l'attaque a été utilisée politiquement.

En octobre 2017, 17 membres de la mission diplomatique cubaine à Washington ont été expulsés et environ la moitié des fonctionnaires nord-américains à l'ambassade de La Havane ont été retirés.

L'éventualité qui se profile maintenant dans les « *nouveaux rapports scientifiques* » suspects publiés récemment est la fermeture définitive des ambassades.

Cependant, face à la stratégie des sanctions contre Cuba que promeuvent des secteurs minoritaires mais influents dans le gouvernement de Donald Trump dirigés par le sénateur Marco Rubio et le congressiste Mario Díaz-Balart, il existe un large et divers groupe de secteurs politiques et sociaux aussi bien à Cuba qu'aux Etats-Unis - en plus de gouvernements de différentes couleurs - qui, sans être nécessairement des sympathisants d'un système socialiste, s'opposent à la politique actuelle des Etats-Unis soit à cause d'intérêts purement économiques, commerciaux, soit par pur bon sens, soit parce qu'ils ont une perception différente de la façon de favoriser plus efficacement la fin du socialisme à Cuba.

En définitive, malgré les coûts économiques énormes que suppose le fait de faire traîner la fin du blocus dans une situation dans laquelle le développement économique et social est l'un des objectifs prioritaires du pays, le retour de la rhétorique hostile est un scénario bien connu de la diplomatie cubaine dans lequel elle a tout l'avantage politique.

Cela est dû aussi bien à la majorité sociale qui, dans les deux pays, s'oppose au retour de la politique d'hostilité qu'au soutien quasi unanime des pays du monde envers Cuba face au blocus. La reconnaissance par Barack Obama de l'échec de la politique unilatérale pratiquée par les Etats-Unis contre Cuba ces 50 dernières années et la reconnaissance de la légitimité du gouvernement révolutionnaire de Cuba ont été des événements historiques qui

continuent à contribuer, encore plus, au renforcement de la position de La Havane.

La corrélation des forces en Amérique latine et l'instabilité du système international

La forte influence de la Révolution cubaine à l'étranger et son activisme international puissant ont joué un rôle fondamental - bien que non exclusif - dans l'histoire pour le développement du pays et sa stabilité intérieure.

Le maintien de ce profil dans la nouvelle étape inaugurée par Raúl Castro en 2008 continue à être important étant donné que les objectifs de développement économique sont vitaux pour garantir le succès de l'Actualisation.

En partant de ce qui précède, le triomphe d'une nouvelle droite latino-américaine dans des pays comme l'Argentine et le Brésil après ce qu'on a appelé la « *décennie victorieuse* » et la permanence d'autres gouvernements traditionnellement libéraux comme ceux de la Colombie, du Pérou, du Mexique ou du Chili, pourraient suggérer une situation d'hostilité envers Cuba.

Cependant, et malgré le soutien inconditionnel de l'île au Gouvernement de Nicolás Maduro - soumis à un harcèlement sans précédent - on peut affirmer que, jusqu'à présent, les relations avec les pays d'Amérique latine n'ont pas été affectées de façon significative.

Parmi les raisons possibles de cette situation, on peut trouver le caractère plus pragmatique de la politique étrangère de Cuba sous la direction de Raúl Castro, le prestige que lui a apporté son rôle dans le processus de paix en Colombie, la solidarité dont jouit l'île sur la scène internationale - qui élève le coût potentiel d'une attitude hostile - et la faiblesse propre de ces gouvernements due à leur situation économique difficile et à la résistance persistante des peuples malgré les défaites électorales de la gauche.

Cependant, l'instabilité de la géopolitique du continent ne garantit pas que la situation évoluera négativement si nous tenons compte d'au moins deux facteurs :

Le premier, qui s'alignerait sur l'hypothèse du durcissement de la position des Etats-Unis envers Cuba, est en relation avec les déclarations du Secrétaire d'Etat nord-américain Rex Tillerson qui, dans un discours fait avant la tournée qui l'a amené au Mexique, au Pérou, en Argentine, en Colombie et en Jamaïque, a revendiqué la Doctrine Monroe au milieu de fortes attaques contre le Venezuela, Cuba, la Chine et la Russie.

Le second est en rapport avec les six élections présidentielles qui auront eu lieu en 2018 au Brésil, au Mexique, en Colombie, au Venezuela, au Paraguay et au Costa Rica, ce qui fait de la restauration conservatrice dans la région un danger réel.

Le cas du Venezuela est particulièrement important étant donné les liens économiques importants que ce pays a avec Cuba.

La programmation des élections générales le 22 avril et leur report au 20 mai ont provoqué une recrudescence de l'offensive impérialiste nord-américaine contre le gouvernement de Maduro parfaitement coordonnée avec ses alliés dociles de ce qu'on appelle le Groupe de Lima (composé par l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou).

Le retrait de l'invitation du Venezuela au prochain Sommet des Amériques qui aura lieu à Lima les 13 et 14 avril ou les déclarations du Secrétaire Général de l'OEA et du Groupe de Lima contre la légitimité des élections au Venezuela pourraient être l'antichambre de sanctions plus dures comme l'embargo sur le pétrole ou même l'intervention militaire.

Elections à Cuba, les défis de la relève des générations

Au cas où le pire des scénarios deviendrait réalité, il est plus que probable que le Gouvernement des Etats-Unis et ses alliés de la région déchaîneraient une nouvelle offensive contre Cuba, pensant que la relève des générations offre un scénario propice au renversement de la Révolution.

Concernant les relations internationales avec le reste du monde, se détachent les solides alliances avec la Chine (second partenaire commercial et allié politique très important), le renforcement des relations avec la Russie, le nouvel accord Cuba-Union Européenne signé récemment après la suppression de la Position Commune et la non moins importante coopération Sud-sud avec des pays comme le Vietnam, l'Iran, l'Angola ou l'Algérie, pour n'en citer que quelques-uns.

La scène internationale actuelle est instable et potentiellement explosive si, comme beaucoup de spécialistes l'affirment, nous nous trouvons dans un moment de transition structurelle du système international caractérisé par un long déclin de l'hégémonie états-unienne, l'émergence d'un monde multipolaire et un panorama économique qui peut être le symptôme d'une crise plus profonde du capitalisme traditionnel.

À cause de tout cela, le gouvernement cubain élu en avril prochain ne devra pas baisser la garde sur ce front où il est possible que se présentent d'importants défis.

Ainsi, le renforcement de la Communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELAC), le maintien de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) et la poursuite du pragmatisme sans que cela ne signifie l'abandon de sa politique traditionnelle anti-hégémonique et anti-dépendance continueront à être la priorité dans cet environnement.



Miguel Díaz Canel : futur président ?

Conclusion

Les défis et les menaces ont été l'environnement naturel de la Révolution cubaine depuis sa naissance même.

Cependant, dans cette nouvelle étape qui se caractérise par la nécessité de construire un socialisme plus soutenable, prospère et démocratique, le défi de la relève des générations revêt un caractère nouveau.

Mais même si on ne peut pas dire que la situation à court et à moyen terme est la plus adéquate que ce soit dans le domaine intérieur, dans les relations avec les Etats-Unis ou dans le panorama géopolitique latino-américain ou mondial, la clef du succès ne sera pas, en dernière instance, cela.

Ce qui est essentiel, est et sera le pouvoir. Ou en d'autres termes, le défi fondamental de la relève des générations dans la Révolution cubaine se situe dans la construction d'une nouvelle hégémonie nationale, populaire et socialiste dans les conditions de l'histoire et des structures du XXIème siècle.

Cela demandera beaucoup de créativité, d'audace et de pragmatisme sans renoncer à ses principes ni à son histoire héroïque.

Daniel Cubilledo Gorostiaga

Tiré du site [Cubarte](#)

Traduction Françoise Lopez pour *Bolivar infos*

Publié dans [Cuba Coopération France](#)